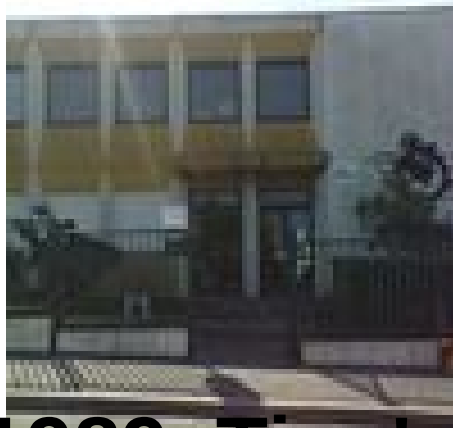
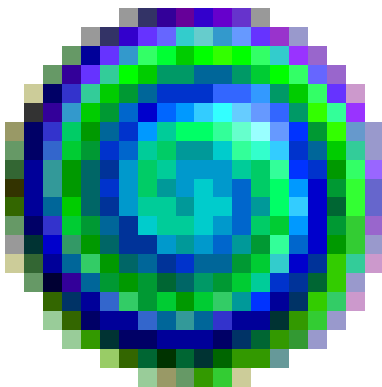


<http://clg-antoine-meillet-chateaumeillant.tice.ac-orleans-tours.fr/eva/spip.php?article3944>



4 juin 1989, Tian'anmen.

- Disciplines - HistoireGéographie -



Date de mise en ligne : mercredi 5 juin 2019

Copyright © COLLEGE ANTOINE MEILLET - Tous droits réservés

Le régime totalitaire de Xi Jinping veut effacer la vérité de l'Histoire. Un documentaire construit chronologiquement pour lutter contre l'oubli. Niveau 3° plus particulièrement.

1° partie : <https://www.arte.tv/fr/videos/085390-001-A/tiananmen-1-2/>

2° partie : <https://www.arte.tv/fr/videos/085390-002-A/tiananmen-2-2/>

"En 1989, toutes les démocraties du monde ont d'abord unanimement condamné le massacre de Tiananmen, tout en soutenant les militants emprisonnés ou exilés. **Puis**, au fil des années 1990, les leaders occidentaux ont de nouveau déroulé le tapis rouge aux bouchers et aux dictateurs de la République populaire de Chine. **Les droits humains ont été dissociés des affaires**. La Chine a été autorisée à intégrer l'Organisation mondiale du commerce (OMC), puis a accueilli les JO, l'Exposition universelle et le G20. Pas un seul pays n'a boycotté ces événements. La Chine a été plusieurs fois élue au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies alors même que le gouvernement [...] fait fi des normes de l'ONU en matière de droits humains [...] Quantité de multinationales ont aidé le gouvernement chinois à mettre en place ses systèmes de **censure et de surveillance** (*), comme Cisco, Microsoft, Intel, Apple [...] Aujourd'hui, les métastases du totalitarisme chinois gangrènent le monde entier. **La Chine demande la réécriture de normes internationales dans le but de créer un nouvel ordre mondial où l'Etat de droit pourrait être manipulé, la dignité humaine dégradée, la démocratie bafouée et la justice niée**"...

Teng Biao, avocat et professeur de droit en Chine avant son exil aux USA. In Le Monde, 4/06/2019.

(*) Il s'agit du "système de crédit social" mis en place depuis 2014 qui consiste à évaluer et classer le comportement des citoyens en fonction d'une multitude de critères qui déterminent les droits accordés -ou non- aux citoyens.